

Mairie de Saint-Denis

DIRECTION DES BATIMENTS ET
DE L'ARCHITECTURE
FERMETURE UNIVERS DES ARTISTES 69

ARRETE COMMUNAL PRONONCANT LA FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Boîte postale 269

93205 Saint-Denis

cedex

TELEPHONE :

01 49 33 66 66

TELECOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

www.ville-saint-denis.fr

Univers des Artistes
9 rue de la Poterie
93200 SAINT-DENIS

Le Maire de la Ville de Saint-Denis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.143-1 à L.143-3, ainsi que les articles R 143-1 à R.143-55,

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité concernant les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu le rapport d'information de la Police Municipale en date du 25 septembre 2021 constatant l'ouverture au public d'un établissement sans autorisation, où se déroule des soirées festives,

Vu l'avis défavorable des services instructeurs de la préfecture à l'autorisation de travaux (AT 93 066 21 A 0137) en date du 29 octobre 2021,

Vu le courrier recommandé (LAR/1A17380507814) de l'unité territoriale Urbanisme réglementaire de la Ville de Saint-Denis informant Monsieur Tanzi MOKOKO, locataire de l'établissement, que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) interdit cette activité sur cette zone,

Vu le courrier recommandé de la Ville de Saint-Denis en date du 9 décembre 2021 mettant en demeure Monsieur Tanzi MOKOKO, locataire et Monsieur RONZANI, propriétaire, de cesser toutes activités tant que la situation administrative de l'établissement ne sera pas conforme à la réglementation applicable aux établissements recevant du public,

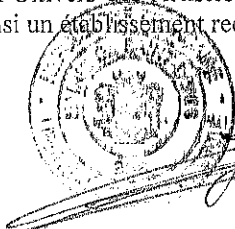
Vu le courrier recommandé de la préfecture de Seine Saint-Denis (LAR 1A17359014329) en date du 22 février 2022 envoyé à Monsieur Tanzi MOKOKO l'informant avoir constaté l'organisation d'une soirée dansante avec du public les 22 et 30 janvier 2022 et qu'elle envisage de prononcer une fermeture administrative d'une durée de 18 jours compte tenu des multiples actes délictueux commis en lien avec les conditions d'exploitation de l'établissement et de l'atteinte à la tranquillité publique relevée,

Vu le procès-verbal établi le 4 novembre 2022 par la commission communale de sécurité et d'accessibilité à la suite de la visite de l'établissement Univers des Artistes sis 9 rue de la Poterie à Saint-Denis aux termes duquel celle-ci a émis un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement,

Considérant qu'au 9 rue de la Poterie à Saint-Denis est situé une salle d'évènements du type L, de 4^{ème} catégorie dénommée « Univers des Artistes » dont l'exploitant est Monsieur Tanzi MOKOKO,

Considérant que l'Univers des Artistes est ouvert au public sans autorisation préalable pour ce faire et qu'il constitue ainsi un établissement recevant du public de fait,

Publié le
23/4/2022



Pour copie conforme
C. DUBLET
Le Maire

.../...

Saint 
Denis

Considérant que la mise en demeure par courrier recommandé du 9 décembre 2021 est restée sans effet,

Considérant que lors de sa visite sur visite du 4 novembre 2022, la commission communale de sécurité et d'accessibilité a constaté les désordres suivants :

« -Absence d'autorisation au dossier déposé (AT 21 A 0137) ;
-Absence d'autorisation d'ouverture ;
-Absence d'isolation aux tiers par rapport aux locaux industriels mitoyens ;
-Absence de documents attestant de la stabilité au feu de l'ensemble du bâtiment ;
-Présence d'aménagements muraux et de vélums sans procès-verbaux de réaction au feu ;
-Absence de consignes de sécurité ;
-Absence de rapport de vérification périodique des installations électriques ;
-Absence de documents attestant de la réaction, de la résistance et de la stabilité au feu des structures réalisées entre RDC et étage ;
-Présence d'aménagements électriques anarchiques ne présentant pas les garanties de fixation et de réaction au feu nécessaires ;
-Présence d'installations électriques vétustes, de fils à nues et de branchements électriques anarchiques ;
-Portes et structure des locaux techniques et de stockage ne présentant pas les garanties de résistance et de réaction au feu nécessaires et ne disposant pas de fermes-portes. »

Considérant, que la commission communale de sécurité et d'accessibilité a alerté la commune sur la dangerosité de l'établissement, compromettant gravement l'exploitation de ce dernier et précisant notamment que du fait de l'absence d'isolation par rapport aux tiers, de la mitoyenneté de locaux industriels à fonction de stockage et d'une installation électrique vétuste, le risque d'éclosion d'un feu est considérablement accru, qu'il naisse dans l'établissement ou dans les locaux mitoyens et que dans ce dernier cas, le public présent dans l'établissement n'aurait aucun moyen d'être averti du danger,

Considérant en outre, que l'absence d'isolement des locaux techniques et de notion de résistance au feu des matériaux du bâtiment entraîneront une propagation rapide des flammes et des fumées dans l'ensemble de l'établissement empêchant l'évacuation en bon ordre du public et bloquant de nombreuses personnes à l'intérieur,

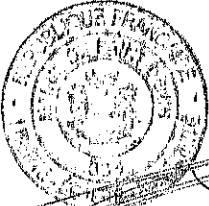
Considérant en outre, que l'absence de notion de stabilité au feu du bâtiment entraînerait un effondrement des structures de l'établissement, piégeant le public sous les décombres,

Considérant, par suite, que la commission communale de sécurité et d'accessibilité a émis un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement,

Considérant, en conséquence qu'il y a urgence à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger grave et imminent pour la sécurité publique,

Considérant que l'état de l'établissement compromet gravement la sécurité du public et que compte-tenu des risques graves et du danger imminent auxquels est exposé le public en cas d'incendie ou de panique, il est constant que la fermeture temporaire immédiate de l'établissement jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires pour lever les anomalies constatées par la commission communale de sécurité et d'accessibilité est aujourd'hui la seule mesure adéquate pour assurer la sécurité du public.

.../...

 Pour copie conforme
Le Maire

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

L'établissement dénommé « UNIVERS DES ARTISTES » sis 9 rue de la Poterie de type L de 4^{ème} est fermé au public dès notification du présent arrêté à Monsieur Tanzi MOKOKO, exploitant et à Monsieur RONZANI, propriétaire.

ARTICLE 2

L'ouverture de l'établissement UNIVERS DES ARTISTES cité à l'article 1^{er} du présent arrêté, ne pourra être prononcée que par arrêté municipal après avis de la commission communale de sécurité et d'accessibilité et constatation de la réalisation des travaux permettant de mettre un terme aux anomalies suivantes :

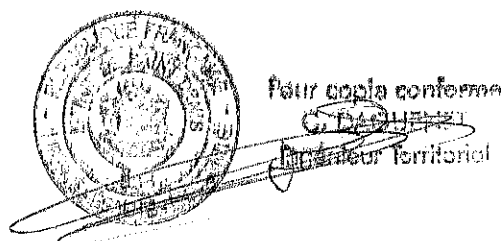
- «-Absence d'autorisation au dossier déposé (AT 21 A 0137) ;
- Absence d'autorisation d'ouverture ;
- Absence d'isolation aux tiers par rapport aux locaux industriels mitoyens ;
- Absence de documents attestant de la stabilité au feu de l'ensemble du bâtiment ;
- Présence d'aménagements muraux et de vélums sans procès-verbaux de réaction au feu ;
- Absence de consignes de sécurité ;
- Absence de rapport de vérification périodique des installations électriques ;
- Absence de documents attestant de la réaction, de la résistance et de la stabilité au feu des structures réalisées entre RDC et étage ;
- Présence d'aménagements électriques anarchiques ne présentant pas les garanties de fixation et de réaction au feu nécessaires ;
- Présence d'installations électriques vétustes, de fils à nues et de branchements électriques anarchiques ;
- Portes et structure des locaux techniques et de stockage ne présentant pas les garanties de résistance et de réaction au feu nécessaires et ne disposant pas de fermes-portes. »

Du fait de l'absence d'isolation par rapport aux tiers, de la mitoyenneté de locaux industriels à fonction de stockage et d'une installation électrique vétuste, le risque d'éclosion d'un feu est considérablement accru, qu'il naisse dans l'établissement ou dans les locaux mitoyens. De plus, dans ce dernier cas, le public présent dans l'établissement n'aurait aucun moyen d'être averti du danger.

En cas d'éclosion d'un sinistre, du fait de l'absence d'isolement des locaux techniques et de notion de résistance au feu des matériaux du bâtiment, les flammes et les fumées se propageraient rapidement à l'ensemble de l'établissement empêchant l'évacuation en bon ordre du public et bloquant de nombreuses personnes à l'intérieur.

Enfin, l'absence de notion de stabilité au feu du bâtiment entraînerait dans la foulée un effondrement des structures de l'établissement, piégeant le public sous les décombres.

Les personnes mentionnées à l'article 3 tiennent à disposition des services de la mairie ou de la commission de sécurité et d'accessibilité tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.



ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié aux personnes suivantes :

- Monsieur Tanzi MOKOKO, exploitant
 - Monsieur RONZANI, propriétaire
- et affiché à la porte de l'établissement ainsi qu'en mairie de Saint-Denis.

Le présent arrêté sera également publié sur le site internet de la Mairie de Saint-Denis, conformément au III de l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Seine Saint-Denis
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Saint-Denis
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Saint-Denis
- Laboratoire Central de la Préfecture de Police de Paris
- DRIEAT de la Seine Saint-Denis
- Monsieur le directeur de la police municipale

ARTICLE 5

Toutes les autorités de Police et de justice sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

23 NOV. 2022

FAIT A SAINT-DENIS, LE
POUR LE MAIRE,

B. MEURA
Maire Adjoint
Président de la commission

Pour copie conforme
à la Commission
Intercommunale
Territoriale

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil-sous-bois, dans les deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou de celle de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution du présent arrêté.